



COMMISSION
DES
AFFAIRES SOCIALES

Monsieur Claude ÉVIN
Directeur de l'Agence Régionale de Santé
Ile-de-France
35 rue de la gare
Millénaire 2
75019 PARIS cedex 19

Paris, le 15 février 2012

Réf. : S/20012.036

Monsieur le directeur général,

Le 24 janvier dernier, nous avons reçu une délégation composée de professionnels, de santé, de syndicalistes et de responsables de collectifs de défense de l'hôpital public de Seine-et-Marne.

Comme vous le savez, ce département représente à lui seul 49 % de la superficie de l'Ile-de-France pour une population de 1.300.000 habitants. C'est le seul département de la région à connaître une croissance de population importante et régulière... Il héberge également de nombreux sites classés SEVESO (y compris juste à ses limites la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine) ainsi que le plus grand aéroport français.

Dans ce contexte, le schéma régional de santé qui doit définitivement être arrêté d'ici octobre 2012 aura des conséquences certaines sur l'avenir des structures de santé, notamment en Seine-et-Marne.

Or, l'avenir du secteur public de santé semble très compromis dans la préparation de ce schéma. Ainsi, il nous a été dit que les expérimentations de partenariats « public privé » que vous conduisez sur ce département, notamment à Fontainebleau, Melun, Provins, Lagny-Jossigny, Meaux se traduisent inmanquablement par la disparition du secteur public au bénéfice du seul secteur privé à but lucratif, que ce soit dans le secteur de la radiothérapie, de la chirurgie ou de l'imagerie médicale, pour ne prendre que ces trois exemples. Une orientation qui se traduit la plupart du temps par un affaiblissement des hôpitaux (fermeture des urgences chirurgicales de nuit, disparition de lits, annonce du transfert de services entiers au privé...) et qui entraîne une évacuation des personnels et la déstructuration des équipes en place.

Comme vous le savez également, la disparition du secteur public va à l'encontre de l'intérêt général et contraint financièrement les ménages.

./.



Alors que d'autres pays de l'Union européenne ont cherché à limiter la place du secteur privé à but lucratif dans leur système de santé afin d'éviter toute inflation et préserver un égal accès aux soins, la France va à contre courant avec l'accentuation de déficits que cela entraîne en transférant aux cliniques privées les activités les plus rentables, caractérisées par des dépassements d'honoraires très fréquents (85% du total, et en très forte augmentation pour les praticiens des cliniques alors qu'ils ne concernent que 5 % des praticiens hospitaliers), affaiblissant ainsi financièrement les hôpitaux publics et l'assurance-maladie. Ainsi, selon la FHF, la part réelle des dépenses payées par les ménages passe de 5,4 % à l'hôpital à 15,4 % en clinique.

Les membres de la délégation rencontrée ont tous regretté que ces restructurations aient été engagées dans le département contre l'avis des élus locaux et des personnels des hôpitaux publics, alors qu'ils étaient parfois porteurs d'autres projets, d'autres formes de coopérations inter établissements qui n'ont pas été examinés.

Vous le savez, les Français vont être amenés à s'exprimer très prochainement, à l'occasion des élections nationales, sur la politique de santé de notre pays et les moyens de la financer. Plusieurs candidats se déclarent opposés à la poursuite de l'application de la loi H.P.S.T. et remettent en cause la T2A.

Compte-tenu des avis très critiques formulés à l'égard des expérimentations conduites par l'ARS Ile-de-France et des très prochaines échéances électorales, il nous paraît très légitime de soutenir la demande de moratoire sur les restructurations d'hôpitaux et d'activités de santé qui vous a été formulée à plusieurs reprises par de nombreux élus, les organisations syndicales et les collectifs de défense de l'hôpital public de Seine-et-Marne.

Nous vous prions de croire, Monsieur le directeur, général, en l'expression de nos sentiments respectueux.

La Présidente,

Le Rapporteur général,

Annie DAVID

Yves DAUDIGNY